

## A L'HEURE DE LA MÉDECINE MILITAIRE TROPICALE

B. DEBRÉ

• Professeur, Ancien ministre de la coopération, Hôpital Cochin (Assistance publique - Hôpitaux de Paris), Service urologie, 27, rue du Faubourg Saint Jacques, 75014, Paris.

*Med Trop* 2005 ; 65 : 240-242

*Extraits de la conférence présentée le 16 septembre 2005 par le Professeur Bernard Debré, ancien ministre de la Coopération, lors du Centenaire de l'Ecole du Pharo.*

L'Afrique fait parler d'elle par le feu, le sang et la mort. Il n'est pas un jour sans terrible nouvelle. Des pays que l'on croyait solides, naguères calmes et sur la voie du développement, sombrent dans l'anarchie. Les maladies sévissent de plus belle, ajoutant aux armes leurs effets dévastateurs. L'Europe qui, depuis plus de 20 ans jouait un rôle éminent, se retire doucement, laissant la place à des ONG qui, elles aussi, s'impatientent et parfois abandonnent. Ainsi va le monde, la fracture humanitaire s'élargit dans l'impuissance des uns, dans l'effacement des autres.

Les chiffres sont accablants pour cette Afrique oubliée. La durée moyenne de vie y diminue, alors qu'elle augmente partout ailleurs. Elle atteint à peine 47 ans, beaucoup moins par endroits. Les infrastructures disparaissent, la savane ou la forêt reprennent leurs droits. Ailleurs, les routes sont irrémédiablement coupées et impraticables, les villages sont isolés ; la barbarie s'installe.

Que dire des maladies ? Le sida fait des millions de morts. Quatre vingt dix pour cent des malades sont concentrés en Afrique ! Les grandes endémies sont de retour. Le paludisme est devenu résistant aux antipaludiques. Avec la rougeole et la méningite, de nouveaux tueurs sont apparus comme les virus Ebola et Marburg.

Devant tant de drames, de guerres et de famines, les africains fuient leurs pays et viennent en masse tenter de survivre en Europe ou ailleurs. Qui pourrait les en blâmer ? Pauvres hères qui fuient leur pays et sont une proie facile des mafias installées sur leur territoire ! Combien de corps flottent sur les eaux de la Méditerranée ou s'échouent sur les plages européennes ?

Et pourtant, que de richesses ! Les matières premières sont nombreuses et à peine exploitées, les terres pourraient être fertiles. Y a-t-il une fatalité qui pèse sur ce continent ?

Ses élites qui vivent maintenant aux Etats-Unis, au Canada ou en Europe, souvent remarquables et très bien intégrées, ne veulent pas revenir dans leur pays oubliés et ensanglantés. Un tel pessimisme est sans doute à tempérer mais annoncer à tout bout de champ l'émergence d'une Afrique nouvelle ne vaut pas mieux. Il faut regarder la vérité en face, retracer l'histoire, connaître le présent et oser l'avenir.

J'ai d'abord connu l'Afrique quand mon père, alors Premier ministre, recevait ses amis africains au sein de son

gouvernement - n'oublions pas que Houphouët Boigny (Fig. 1) y était ministre d'Etat après avoir été ministre de la santé. C'était des géants : Hubert Maga, Amedou Haidjo, Félix Houphouët Boigny, Léopold Senghor et bien d'autres encore ; ils portaient en eux les espoirs de leurs peuples.

La première fois que j'ai mis les pieds sur le continent, j'avais 19 ans. C'était en 1964, l'époque euphorique des indépendances. Les gouvernements africains se mettaient en place. L'espoir pouvait être légitime. Les Français, de colons, étaient devenus expatriés sans s'en apercevoir. D'autres Français arrivaient pour monter des entreprises. L'agriculture se développait. Ce sont ces premiers voyages qui m'ont mis l'Afrique au cœur.

Alors que je commençais à peine mes études de médecine, j'y ai rencontré les médecins militaires, ceux qui travaillaient dans les hôpitaux en train d'être rénovés, ceux qui travaillaient en brousse et traquaient les maladies endémiques.

C'est en Afrique que ma vocation s'est affirmée, que ma volonté de servir l'Homme par la médecine s'est enracinée profondément. J'ai admiré et envié ces médecins militaires qui menaient cette vie si intense et si passionnante. Eux aussi avaient chevillé au corps cette maxime : Servir l'Homme. Leurs noms se sont effacés progressivement de ma mémoire mais cette célébration m'a permis de relire leur époque. Ils étaient la France, cette France qui rayonne et qui rend fier. Je les ai vus, je les ai côtoyés, je voulais les imiter !

L'internat réussi, j'ai résilié mon sursis pour faire mon service militaire en Côte d'Ivoire comme coopérant. Mais il me faut avouer ici que je ne suis pas passé par le Pharo ! Mon père était ministre d'Etat, chargé de la défense nationale, son ami Houphouët Boigny a fortement suggéré que je sois envoyé dès le mois de novembre 1969 en poste à Treichville. Cette faveur, qui n'en était pas une, m'a fait rater cette convivialité du Pharo que m'ont racontée par la suite mes camarades de promotion.

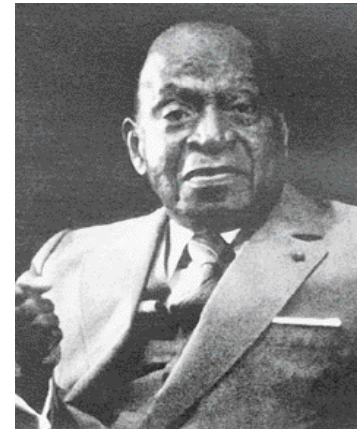


Figure 1 - Félix Houphouët Boigny, président de la République de Côte d'Ivoire.

Pour beaucoup d'entre nous, c'était la première expérience loin du nid familial après des études et un concours difficile, les premières responsabilités et les premières approches avec la réalité. Que l'Afrique était belle, que nous y étions insouciant ! Sur ma promotion, 9 sur 10 auraient aimé rester au delà du temps réglementaire.

J'ai été le premier médecin coopérant à opérer dans le nouvel hôpital de Cocody ; l'infirmier major y était sous-officier des troupes de marine, le chirurgien colonel, le jeune professeur agrégé ivoirien et même togolais.

En 1971, après ce service militaire dans la coopération, j'ai retrouvé l'Assistance publique des hôpitaux de Paris sans oublier l'Afrique où je me rendais chaque année. Les premières années, j'y retrouvais la même joie et la même sérénité. Mais voici que l'ombre s'est mise à envahir le continent. Certes l'orage grondait déjà en Angola et au Congo Belge. Les premiers présidents étaient petit à petit remplacés par d'autres, à l'occasion de coups d'états, de révocations, de guerres. L'Afrique était le théâtre de l'affrontement Est-Ouest. Les régimes communistes s'installaient avec férocité et incompréhension. Les tueries, les famines, les drames commençaient à prendre de l'ampleur.

A part quelques pays comme le Sénégal, le Gabon, le Cameroun ou la Côte d'Ivoire, dont les économies, malgré la stabilité politique, s'étiolaient progressivement, la plupart avaient sombré dans l'anarchie, détruisant et le passé et le présent, par dogmatisme, d'idéologie en vanité, injuriant l'avenir comme nous le voyons tristement aujourd'hui..

Que reste-t-il de l'Afrique aujourd'hui ? Un continent dévasté, en proie à des convoitises extérieures certaines.

Il y a d'abord la fuite des cerveaux ; les élites fuient ou sont attirées par des postes, souvent importants aux Etats-Unis ou au Canada. Il y a ensuite la fuite des populations pauvres qui vendent tout ce qu'elles ont pour tenter d'approcher les pays riches ; combien n'y arriveront jamais ? Quant aux autres, ils viennent d'entasser dans des ghettos européens où ils sont des proies faciles pour la délinquance, les trafics, l'exploitation, la prostitution. Ces immigrations concourent à n'en point douter à l'apparition d'un racisme et d'un rejet, part agés malheureusement par beaucoup d'européens.

Il y a aussi une nouvelle immigration, celle là asiatique et principalement chinoise. Des entreprises africaines, des mines, des territoires entiers sont maintenant exploités par des étrangers, vendus souvent par les gouvernants africains, plus attirés par un gain personnel que par le bien de leur pays. Les côtes sont surexploitées, les réserves halieutiques disparaissent, les ressources sont pillées.

L'Afrique s'enfonce dans le sous-développement et les guerres, alors que la mondialisation occupe les esprits économiques occidentaux et que la coopération française disparaît. Sans vouloir porter de jugement politique, la suppression du ministère de la coopération n'est-elle pas le premier symptôme de ce désengagement ?

Lorsque j'étais ministre de la coopération, juste après la dévaluation du franc CFA, j'ai essayé de redonner vie à cette coopération en lançant de grands plans : plan santé, plan d'éducation, plan de sauvegarde écologique, mais l'intérêt de

mes collègues et de l'Europe était tellement éloigné de l'Afrique que, de façon quasiment naturelle, ces plans ont été abandonnés.

En réalité, les occidentaux sont préoccupés par deux autres objectifs. Le premier est la construction européenne ; beaucoup de moyens financiers y sont consacrés, au détriment de l'Afrique. Le dernier G8 a annulé une partie de la dette de l'Afrique ; cela devrait s'accompagner d'une politique de développement, mais personne n'a encore annoncé les principes de cette nouvelle coopération. Le second est la compétition avec l'Asie : quelle entreprise ne va pas s'installer en Chine ?

Et pourtant l'Afrique a besoin de nous et nous avons besoin de l'Afrique !

Je ne verserai pas dans l'auto-flagellation de l'ancienne puissance coloniale qui doit payer sa dette ; la colonisation a eu des aspects détestables, mais elle a eu aussi des actes héroïques. Quand on relit l'épopée du Pharo, de ces médecins militaires de ce qu'ils ont fait, qui ne peut être fier de l'œuvre accomplie ? Faut-il citer quelques titres de noblesse à l'occasion de cette cérémonie ?

- Le Pharo, une école de pensée et d'action ;
- Ecole du Pharo 1905-2005 : enseignement en médecine tropicale ;
- Cinquante ans de chirurgie de la lèpre en pays francophone ;
- Pharo 1907 - Origine et devenir de médecins et pharmaciens de la première promotion .

Permettez-moi de ne pas citer toutes les conférences, elles témoignent de l'engagement formidable de ces écoles militaires au service de l'homme et de l'humanité. Elles sont la fierté de notre pays.

En 1955, le Président René Coty remettait la légion d'honneur au Pharo, « pour avoir préparé depuis un demi-siècle des médecins et pharmaciens voués à la mission de soigner les populations des régions tropicales, de l'union française ».

Que de noms connus sont issus du Pharo et se sont illustrés tant en Afrique qu'en Asie ! Mon grand-père Robert Debré, qui a participé à la création de l'UNICEF et a fondé le Centre International de l'Enfance, a tout fait aux côtés des médecins militaires pour les pays pauvres. J'oserai reprendre le texte de son livre : Que faire pour l'honneur de vivre ?

Certains, mus par des considérations ambiguës, pensent qu'il faut laisser l'Afrique se débrouiller toute seule, toute forme d'aide étant assimilée à de l'ingérence néocoloniale. Absurdité ! Peut-être même crime, conscient ou inconscient !

D'autres voudraient simplement augmenter le niveau de l'aide économique sous condition d'accession à la démocratie. S'ils ont raison dans l'absolu, cette condition n'est en réalité qu'un paravent pour ne rien faire. D'autant que ce sont les mêmes qui utilisent l'arme de l'embargo pour forcer des régimes non démocratiques à se démocratiser. A-t-on déjà vu des présidents africains, des ministres ou des hauts fonctionnaires réduire leur ration calorique à cause d'un embargo ? En revanche, on peut voir des populations mourir de faim ! Imagine-t-on une femme ne sachant pas lire, le

ventre creux, ayant déjà perdu un enfant à cause de la famine, parcourir 25 km à pied pour aller mettre un bulletin dans une urne improbable ? Que de dogmatisme, que d'idéologie ! Ne faut-il pas commencer par le commencement et lutter contre la famine, l'illettrisme et les maladies ? Trois fondamentaux qui permettent à la démocratie de s'épanouir !

D'autres encore, sans mettre de condition, demandent l'augmentation pure et simple de l'aide aux pays pauvres. Plus qu'une nécessité, c'est une obligation morale ! Mais doit-elle être isolée ? Ne risque-t-on pas de voir, comme on l'a déjà vu maintes fois, des milliards d'euros ou de dollars s'évaporer sous la chaleur de l'Afrique et se retrouver sur des comptes numérotés dans la fraîcheur des paradis fiscaux !

Alors diront ceux-là, donnons cet argent aux grandes organisations internationales onusiennes : OMS, UNICEF, PNUD, PAM ! Mais ces organisations renoncent à travailler dans certains pays et certaines d'entre elles sont devenues des machines administratives difficiles à faire bouger. Rappelons nous la grande réunion de l'OMS en 1974 à Alma Ata au Kazakhstan. Des milliers de membres ont voté à l'unanimité une grande résolution : « La santé pour tous en l'an 2000 ». On peut voir aujourd'hui combien il est difficile de soigner avec des slogans !

Peut-être faudrait-il donner plus aux ONG dont certaines font un travail extraordinaire. Pourtant, malgré les qualités exceptionnelles et l'abnégation de ceux qui y travaillent, il est évident que la réponse aux problèmes africains ne viendra pas de ces seules structures.

Alors, existe-t-il une ou des solutions pour que l'Afrique s'en sorte ? Peut-on imaginer une autre coopération pour sauver l'Afrique ?

Depuis leur citadelle encerclée, les pays riches sont devenus incapables d'appréhender les véritables problèmes du monde. Il faudrait inventer cette nouvelle solidarité qui permettrait de rompre le cycle infernal de la pauvreté, du terrorisme et de l'immigration effrénée.

J'aimerais faire un rêve, celui d'une nouvelle organisation qui permettrait de redonner espoir à l'Afrique. D'abord un constat. Il n'y aura jamais de démocratisation ni de modernisation de l'Afrique sans deux pré-requis : une véritable politique de santé et une véritable politique d'éducation.

Jusqu'à présent, ces deux politiques ont échoué ; l'analphabétisation progresse et le niveau sanitaire régresse. Ensuite une idée. Celle de créer des délégations internationales de services publics. Les pays qui le voudraient accepteraient de déléguer contractuellement, à une organisation internationale de solidarité (ISO : International Solidarity

Organisation), sa souveraineté concernant la santé (tout ou partie) et l'éducation (tout ou partie). L'ISO recevrait de l'argent de tous les pays, en pourcentage de leur PIB - les pays riches payant plus que les pays pauvres - et nommerait un préfet sanitaire pour gérer le contrat. C'est le préfet sanitaire qui ferait un audit des besoins et des objectifs en s'entourant des femmes et hommes de tous pays dans un véritable corps sanitaire international. L'ISO évaluerait souverainement l'exécution du contrat avec un corps d'inspecteurs. A la fin du contrat, le pays contractant pourrait reprendre sa souveraineté ou recontracter sur tout ou partie de sa politique sanitaire.

Les mêmes types de contrat existeraient quant à l'éducation.

Cette idée de contrats internationaux de délégation de services publics peut sembler utopique mais n'est-elle pas déjà dans l'air ?

En tant que ministre, j'ai été à l'origine de l'ONUSIDA, organisation imparfaite mais embryon d'une solidarité meilleure. J'ai proposé comme test à nos capacités de solidarité de créer un plan d'épargne vaccin contre le SIDA. Cette maladie progresse à la vitesse du diable dans tous les pays sous-développés, semant la mort et la pauvreté. Certains pays d'Afrique sont si touchés qu'ils n'ont plus d'avenir, 20% de leur population étant infectée.

On peut espérer qu'un vaccin thérapeutique sera disponible dans quelques années. Il faut anticiper l'arrivée de ce vaccin pour éviter qu'il soit, une nouvelle fois, réservé aux seuls pays riches en raison de son coût élevé. J'ai demandé que l'on crée un plan d'épargne mondiale pour financer, lorsque le vaccin sera opérationnel et commercialisé, la vaccination dans les pays pauvres.

Il faut aller plus vite et plus loin. Le temps presse car le monde ne pourra plus supporter les drames de son développement.

Comme vous, j'ai sillonné le monde et parcouru l'Afrique et l'Asie. Certains de vos prédécesseurs ont été l'honneur de notre pays en apportant dans ces contrées l'humanisme français. Vous êtes encore mus par cette passion qui est de servir l'homme où qu'il se trouve et dans les conditions les plus rudes et les plus dangereuses. Certains d'entre vous y ont laissé la vie, d'autres sont revenus avec une passion intacte.

Mobilisez vous une nouvelle fois pour le devenir de l'Homme ; le Pharo y a déjà gagné une Légion d'honneur.

Que cette distinction vous encourage à poursuivre sans désespoir ■